ALLIANCE NATIONALE POUR LE CHANGEMENT
A. N. C.

367, Rue Koutimé, Quartier Bè-Kamalodo - 06 BP 6123 Lomé 06 - Tél. : +228 22 41 20 89 - Lomé, Togo - www.anctogo.com - secgen@anctogo.com

SECRETARIAT GENERAL

N° 22-023/ANC/ BN-SG

DÉCLARATION

L'ANC consternée, indignée et préoccupée par la récurrence des attaques terroristes

L'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) est consternée et fortement préoccupée par la recrudescence des attaques terroristes contre notre pays avec des pertes en vies humaines et des blessés qui ne font qu'aggraver un bilan déjà bien lourd sans compter le déplacement massif de nos compatriotes qui fuient leurs villages pour se réfugier dans des communes jugées plus sécurisées.
Les dernières attaques les plus meurtrières ont été perpétrées dans la nuit du 14 au 15 juillet 2022. Elles ont eu pour théâtre quatre villages des préfectures de Kpendjal et Kpendjal Ouest.

Les informations officielles sur la question restent encore floues et ne permettent pas de situer l'opinion sur les circonstances exactes de ces attaques ni sur le nombre exact des victimes ni sur l'identité des agresseurs.

De nombreuses localités du Nord Togo, notamment Sanloanga, Kpékpakandi, Gnoaga, Goulungoussi, Blamonga, Kpemboli, Tiwoli, ont connu l'horreur et la terreur. Même Lomé, avec au moins deux cas isolés, signalés par les services de sécurité, n'aura pas échappé à ce sort funeste.
De fait, notre pays compte déjà ses morts par dizaines, militaires comme civils, y compris les jeunes enfants de Margba, tués, eux, par nos forces armées, suite à une *''bavure''*.

L'ANC s'incline devant la mémoire de toutes les victimes directes comme collatérales qui sont tombées du fait de ces attaques terroristes. Elle présente ses vives condoléances aux familles endeuillées et souhaite une prompte guérison aux blessés. Elle exprime sa pleine solidarité avec les populations qui ont dû fuir leurs villages, abandonnant habitations, champs, récoltes et bestiaux, en somme, des biens de toute une vie de labeur.

L'ANC condamne fermement ces attaques barbares qui endeuillent la nation togolaise. Elle fustige la *''bavure''* militaire qui a couté la vie aux enfants de Margba, que par une méprise grossière, les forces de défense et de sécurité (FDS) du dispositif antiterroriste de l'opération Koundjoare, ont confondus avec des colonnes terroristes.

Face à cette situation horrible et douloureuse, l'indignation des Togolaises et des Togolais est profonde et l'ANC s'en indigne tout autant. Les interrogations des Togolaises et des Togolais sont nombreuses et l'ANC s'interroge tout autant.

Pourquoi, au moment où des filles et des fils de la nation se meurent, des communiqués laconiques et confus, taillés sur le modèle bien connu de ceux du RPT/UNIR, sont débités sur les médias par l'Etat-major des armées, pour embrouiller au lieu d'éclairer l'opinion, sans annoncer la mise en place diligente d'une commission d'enquête sérieuse et indépendante en vue d'établir les faits et situer les responsabilités quant aux dysfonctionnements et aux travers relevés dans le dispositif de sécurité mis en place et autour ?

Après les premières attaques pourquoi le renforcement de l'état d'urgence sécuritaire décrété dans la zone n'a pas été accompagné par un déploiement conséquent des effectifs avec des équipements adéquats pour contenir et repousser toute agression ? Et que fait le renseignement militaire ?

Au moment où la région des savanes subit les assauts répétés du terrorisme ambiant, est-il possible que la région de la Kara, voisine et proche, soit en sureffectif et surarmée, aux fins d'assurer la sécurité du Chef de l'Etat qui présidait en personne, la fête tribale des Evala ?

Que cachent l'opération d'*''enlèvements''* de bestiaux par des éléments des FDS, qui ressemble étrangement à une opération similaire menée également par des FDS il y quelque temps sur le marché de Gbossimé à Lomé ?

L'ANC exhorte le gouvernement et l'Armée à faire appel à une commission d'enquête, intègre, indépendante et crédible pour faire toute la lumière sur les attaques, en établir le bilan, les circonstances et évaluer la pertinence et l'efficacité du dispositif des sécurité antiterroriste.
Ce qui permettra, en toute transparence, d'envisager des réparations pour les blessés, les personnes déplacées et les familles des militaires et des civils tombés, de relever les faiblesses et les dysfonctionnements en vue des mesures correctives à apporter, de situer les responsabilités en vue des sanctions éventuelles.

L'ANC saisit l'occasion pour dénoncer la situation délétère, créée et entretenue par le régime RPT/UNIR qui a toujours instrumentalisé les FDS aux fins de violences et exactions diverses à l'encontre des populations togolaises aux mains nues, sous le fallacieux prétexte du maintien d'ordre. Que valent alors les appels répétés et instants à leur collaboration avec les mêmes FDS qui n'arrêtent pas de piétiner leurs droits et libertés, de réprimer dans la violence les manifestations publiques pacifiques, de porter la brutalité policière et la terreur jusque dans leurs maisons, dans leurs chambres à coucher ?
La crise de confiance née de cette instrumentalisation est profonde et rend difficile la bonne collaboration entre notre armée et le peuple.

Dans les circonstances actuelles, l'ANC invite solennellement le gouvernement à travailler de concert et en urgence avec la classe politique, la société civile et surtout les communes, pour une vigoureuse campagne de sensibilisation de la population, qui doit aller de pair avec une formation spéciale de nos FDS au respect des droits et libertés des citoyens ainsi qu'au respect du libre exercice de leurs activités aussi bien par les partis politiques que par les organisations de la société civile.
Le rôle des communes est primordial dans la mesure où elles sont proches des populations, y compris celles du pays profond. Voilà pourquoi le gouvernement devrait renforcer les communes au lieu de les combattre et de les priver des ressources, des pouvoirs et des prérogatives que leur confère la loi. Au lieu de chercher à destituer les Maires pour des motifs futiles, puérils et ridicules.

L'ANC appelle le Chef de l'Etat et le gouvernement à un sursaut courageux et patriotique en vue de rechercher une amélioration de la gouvernance globale et une décrispation de la vie socio politique de notre pays. Ce qui suppose notamment :

- de meilleures réponses à la situation de la vie chère,
- la libération des prisonniers politiques ainsi que des enseignants et des élèves maintenus en prison,
- la réintégration des enseignants licenciés avant tout nouveau recrutement d'enseignants,
- l'ouverture d'un retour libre et en toute sécurité des Togolaises et des Togolais contraints à vivre en exil ou dans la clandestinité,
- la reprise, sans entraves et en toute sécurité, des activités organisées par les partis politiques aussi bien que par les organisations de la société civile, en particulier les manifestations publiques pacifiques.

La lutte contre l'extrémisme violent et les agressions terroristes est une affaire nationale qui appelle la contribution pleine et entière de toutes les filles et de tous les fils du pays. Cette nécessaire et indispensable collaboration appelle elle-même la recherche permanente de l'apaisement socio politique et de la cohésion nationale, laquelle procède de la culture de la transparence, de l'équité, de l'intégrité, du respect des citoyens ainsi que du respect de la Constitution et des lois de la République. Il s'agit, en effet, de rassurer et de mettre en confiance des populations togolaises traumatisées et meurtries.

Fait à Lomé le 23 juillet 2022

Pour le Bureau National
La Vice-Présidente

Maître AMEGANVI Manavi Isabelle